

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 17 pages numérotées de 1/17 à 17/17.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 11/17 à 14/17.
- Économie approfondie, pages numérotées de 15/17 à 17/17.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Les politiques d'allègement du coût du travail sont-elles suffisantes pour lutter contre le chômage ?

DOCUMENT 1

Taux de chômage et coûts horaires de la main-d'œuvre en 2017

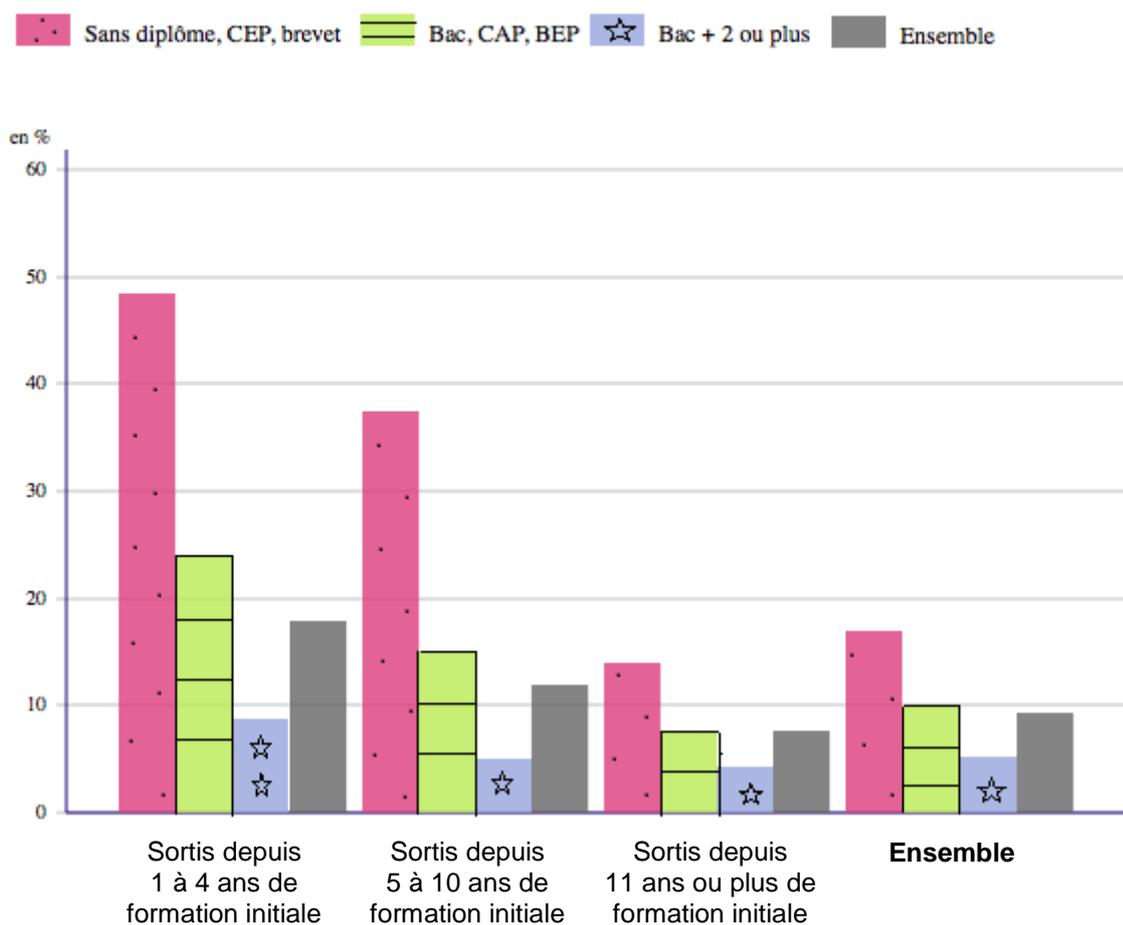
	Taux de chômage en %	Coûts horaires de la main-d'œuvre* (en euros)
Belgique	6,6	39,6
République Tchèque	2,3	11,3
Danemark	5,6	42,5
Allemagne	3,6	34,1
Grèce	20,7 (octobre)	14,5
Espagne	16,4	21,2
France	9,2	36,0
Luxembourg	5,6	37,6
Pays-Bas	4,4	34,8
Pologne	4,4	9,4
Suède	6,5	38,3
Royaume-Uni	4,3 (octobre)	25,7
Zone Euro	8,7	30,3
Union européenne à 28	7,3	26,8

Source : D'après Eurostat, 2018.

* Coûts horaires de la main-d'œuvre des entreprises de plus de 10 salariés, hors agriculture et administration publique.

DOCUMENT 2

Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2017



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

Source : INSEE, enquête emploi, 2018.

DOCUMENT 3

Les barrières à l'embauche selon les entreprises

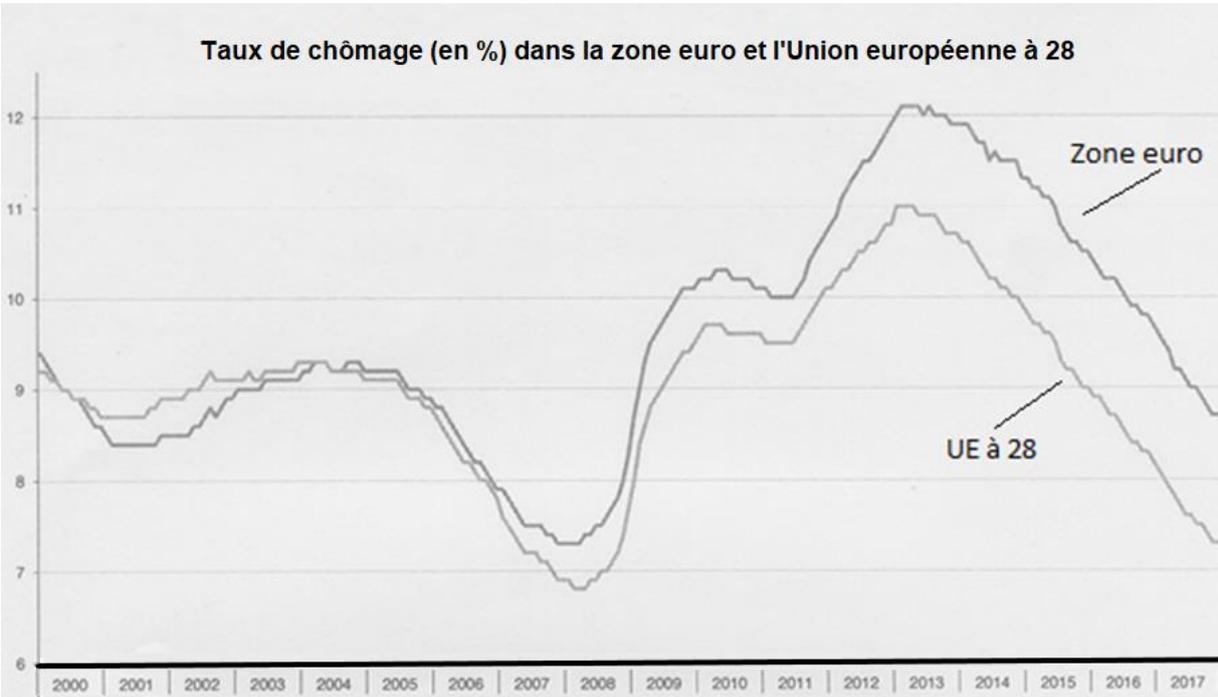
(en %)

	Industrie	Services	Bâtiment	Ensemble des secteurs
Incertitude situation économique	34	24	54	28
Main-d'œuvre compétente indisponible	29	24	41	27
Coûts recrutement	5	6	9	6
Cotisations sociales trop élevées	17	17	32	18
Niveau des salaires trop élevé	5	7	7	7
Coûts de licenciement	12	9	22	10
Risques juridiques associés au licenciement	14	13	26	14
Pérennité législation du travail	11	10	21	11
Autres	5	3	4	4

Lecture : les entreprises industrielles constatant des barrières à l'embauche et citant l'incertitude sur la situation économique parmi les principales barrières emploient 34 % des salariés du secteur.

Source : Enquête de conjoncture, INSEE, avril 2017.

DOCUMENT 4



Source : Eurostat, janvier 2018.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Vous montrerez comment les droits de propriété contribuent à la croissance économique. (3 points)
2. Montrez les différences entre la logique d'assurance et la logique d'assistance. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous caractériserez les évolutions des émissions mondiales de CO₂*.

Les émissions de CO₂ dans le monde

En millions de tonnes CO ₂	1990	2014	2015	Part 2015 (%)	Évolution (%) 2014-2015	Évolution (%) 1990-2015
Amérique du Nord	5 743	6 365	6 200	17,2	- 2,6	+ 8,0
dont : Canada	557	705	684	1,9	- 3,0	+ 22,8
États-Unis	5 008	5 317	5 177	14,4	- 2,6	+ 3,4
Amérique Centrale et du Sud	651	1 299	1 284	3,6	- 1,2	+ 97,2
dont : Brésil	221	506	486	1,3	- 4,0	+ 119,9
Europe et Ex-URSS	8 448	6 265	6 216	17,2	- 0,8	- 26,4
dont : Russie	2 395	1 822	1 761	4,9	- 3,3	- 26,5
UE à 28	4 386	3 424	3 470	9,6	+ 1,3	- 20,9
Afrique Sub-saharienne	530	942	942	2,6	- 0,0	+ 77,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	956	2 545	2 616	7,3	+ 2,8	+ 173,8
dont : Arabie Saoudite	168	487	506	1,4	+ 3,9	+ 200,9
Asie	5 248	17 065	17 167	47,6	+ 0,6	+ 227,1
dont : Chine	2 357	10 790	10 717	29,7	- 0,7	+ 354,7
Corée du Sud	270	612	610	1,7	- 0,3	+ 125,9
Inde	663	2 349	2 469	6,8	+ 5,1	+ 272,4
Japon	1 162	1 285	1 257	3,5	- 2,2	+ 8,2
Océanie	306	484	491	1,4	+ 1,6	+ 60,5
Monde	22 508	36 084	36 062	100,0	- 0,1	+ 60,2

Source : D'après Banque mondiale, 2017.

* CO₂ : dioxyde de carbone, appelé aussi gaz carbonique.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la famille joue un rôle important dans la mobilité sociale.

DOCUMENT 1

Dans les pays de l'OCDE [...], de même que dans les pays en développement [...], les inégalités sociales se perpétuent en produisant des inégalités de réussite scolaire entre enfants d'origine sociale différente.

L'une des caractéristiques les plus frappantes de ce phénomène est qu'entre un tiers et la moitié de ces inégalités éducatives découlent directement des choix faits par les individus [...]. Les enfants d'origine défavorisée s'engagent en moyenne dans des études plus courtes, toutes choses égales par ailleurs (notamment à résultats scolaires identiques).

Afin d'expliquer ces différences sociales dans les choix éducatifs, on a eu très souvent recours en sciences humaines à des explications reposant sur des différences d'aspiration entre les individus des différentes classes sociales [...]. Dans ce cadre, Raymond Boudon s'est opposé à la thèse selon laquelle ces différences d'aspiration seraient un reflet de divergences de « culture » entre les différentes classes sociales. [...] Il a proposé un mécanisme simple pour expliquer ces différences d'aspiration : un individu juge son succès scolaire (et le niveau de revenu associé) relativement à son origine sociale initiale. Un niveau de réussite scolaire, considéré comme un succès par un individu donné, sera considéré comme un échec par un autre individu ayant une origine sociale plus élevée.

Source : « Des inégalités sociales aux inégalités scolaires », Lionel PAGE,
Revue économique, 2005.

DOCUMENT 2

Catégorie socioprofessionnelle du fils selon celle de son père (%) (Table de destinée)

Catégorie du fils Catégorie du père	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total
Agriculteurs exploitants	25,0	8,0	8,8	18,6	7,1	32,5	100
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	0,8	20,3	22,2	22,9	9,5	24,3	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,2	8,0	47,0	25,7	9,1	10,0	100
Professions intermédiaires	0,7	7,9	25,5	31,5	11,3	23,1	100
Employés	0,5	6,8	16,3	26,1	16,6	33,6	100
Ouvriers	0,5	7,4	9,4	22,9	12,3	47,6	100
Ensemble	2,6	9,2	19,3	24,5	11,3	33,0	100

Champ : France métropolitaine, hommes âgés de 30 à 59 ans qui travaillent ou qui ont déjà travaillé à la date de l'enquête (2014 - 2015).

Source : *INSEE Première*, Juillet 2017.

DOCUMENT 3

Réussite scolaire selon la structure familiale (en %)

	Situation familiale			
	Père et mère	Famille monoparentale	Famille recomposée	Ensemble
Scolarité élémentaire				
ayant redoublé à l'école élémentaire	14,2	24,0	23,1	16,5
scolarisés en Segpa ¹ à la rentrée 2007	2,0	3,9	3,9	2,5
ayant atteint la médiane en français à l'évaluation nationale de sixième ²	52,7	41,0	42,7	50,0
ayant atteint la médiane en mathématiques à l'évaluation nationale de sixième ²	54,5	39,9	43,5	51,3
Scolarité après 4 ans d'études secondaires				
ayant redoublé au collège	8,4	15,2	14,4	10,3
ayant obtenu le brevet 4 ans après leur entrée en sixième	89,2	77,0	83,5	86,8
ayant atteint la médiane en français aux épreuves terminales du brevet ²	51,5	40,8	44,5	49,1
ayant atteint la médiane en mathématiques aux épreuves terminales du brevet ²	53,3	34,1	41,3	49,0
ayant atteint la seconde générale et technologique sans redoublement	62,6	42,8	46,6	57,5

Lecture : 14,2 % des élèves vivant avec leurs deux parents sont parvenus en sixième en ayant redoublé au moins une fois à l'école élémentaire ; 24,0 % des élèves vivant en famille monoparentale sont dans ce cas.

Champ : élèves entrés pour la première fois en sixième dans un collège public ou privé de France et n'ayant pas changé de situation familiale au cours des quatre premières années d'études secondaires.

Source : Ministère Éducation Nationale, panel d'élèves 2007 du second degré, 2012.

1 : SEGPA : une classe Segpa (section d'enseignement général et professionnel adapté) accueille les jeunes de la sixième à la troisième ne maîtrisant pas toutes les connaissances et compétences attendues en fin de primaire.

2 : Il s'agit d'élèves ayant obtenu un résultat égal ou supérieur à la médiane des résultats.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Quel est le rôle de la société civile organisée dans le fonctionnement des démocraties actuelles ?

DOCUMENT 1

Alors que les mouvements de masse sont les seuls à pouvoir utiliser efficacement l'arme de la grève, du boycott, de la manifestation, voire celle des consignes de votes aux élections générales, en revanche, pratiquement tous les groupes d'intérêt font du démarchage auprès des élus, des services administratifs et, au plus haut niveau, auprès des instances gouvernementales. Ils plaident la cause ou les intérêts catégoriels qu'ils représentent, avec des argumentaires politiques ou/et techniques ; ce qui, dans ce dernier cas, suppose un travail préparatoire assuré par des experts. En effet, mieux le coût, l'impact et les retombées d'une revendication sont analysés avec rigueur et habileté, mieux ils peuvent emporter la conviction de leurs interlocuteurs officiels.

Source : Sociologie politique, Philippe BRAUD, 2018.

DOCUMENT 2

« Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? »

Première réponse choisie :

Voter aux élections	46 %
Boycotter des entreprises ou des produits	14 %
Manifester dans la rue	12 %
Faire grève	7 %
Discuter sur internet, sur un blog ou un forum	1 %
Rien de tout cela	8 %
Sans réponse	12 %

Source : D'après « Démocratie furtive ou démocratie enchantée ? Les aspirations des Français à la prise de parole politique », Bruno CAUTRÈS, CEVIPOF, 17 janvier 2017.

<p style="text-align: center;">ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques</p>

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Comment expliquer l'abstention électorale ?

DOCUMENT 1

Parmi les explications avancées par les abstentionnistes eux-mêmes dans une enquête de l'IFOP*, trois principaux argumentaires éclairent les ressorts de ce décrochage électoral d'ampleur. Tout d'abord, 45 % des réponses indiquent la marque d'un désinvestissement (28 %, « parce que ces élections ne changent rien à votre situation » ; 17 %, « parce que la campagne ne vous a pas intéressé »). Ensuite, elles sont à 36 % l'expression d'une protestation et d'un mécontentement [...] à 24 % le signe d'un désarroi (« parce que vous ne connaissez pas les candidats qui se présentent »).

Source : « La mobilisation électorale, du décrochage civique à l'abstention record »,
Anne MUXEL, Les presses de Sciences Po, 2017.

* IFOP : Institut français d'opinion publique.

DOCUMENT 2

Profil des abstentionnistes au premier tour de l'élection présidentielle 2017

	% d'abstention
Sexe	
Homme	22
Femme	23
Âge	
18-24 ans	29
25-34 ans	28
35-49 ans	26
50-59 ans	24
60-69 ans	16
70 ans et +	12
Profession de l'interviewé	
Professions libérales et cadres supérieurs	21
Professions intermédiaires	22
Employés	29
Ouvriers	29
Retraités	13
Salariés	26
À son compte	24
Au chômage	27
Niveau de diplôme	
< Bac	25
Bac	24
Bac + 2	20
Bac + 3 et au-delà	19
Niveau de revenu mensuel	
< 1 200 euros	30
1 200 - 2 000 euros	24
2 000 - 3 000 euros	20
> 3 000 euros	16
Ensemble de l'électorat	22,7

Source : D'après *Le vote disruptif*, Pascal PERRINEAU, Les presses de Sciences Po, 2017.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Quelles sont les causes de la globalisation financière ?

DOCUMENT

Depuis le début des années 1980, beaucoup de pays connaissent un essor considérable de la « marchandisation » financière au détriment de l'intermédiation. Cette évolution a pris naissance dans les pays anglo-saxons, de tradition concurrentielle, avant de concerner les pays européens, où sont nés, ne l'oublions pas, les marchés financiers, et d'atteindre, progressivement, la plupart des pays en développement. Elle s'explique par cinq raisons principales :

- l'exigence d'une croissance continue de la quantité de monnaie qui engendre de nouvelles capacités et de nouveaux besoins de financement [...] ;
- la déréglementation qui a suivi les avancées technologiques dans les domaines du traitement de l'information et des communications. Aujourd'hui, les titres sont dématérialisés [...]. Il s'ensuit une plus grande facilité au niveau de leur accessibilité, de leur négociabilité et de leur enregistrement, d'autant plus que leur contrepartie, la monnaie, est, elle aussi, dématérialisée. [...] La déréglementation a aussi concerné les intermédiaires, en leur fournissant de nombreuses opportunités pour accéder aux marchés [...] ;
- l'endettement croissant des États, consécutif à des déficits budgétaires de plus en plus importants [...] ;
- la globalisation que l'on trouve tout autant au plan national qu'au plan international. [...] Le décloisonnement des marchés rend indispensable la suppression de toutes les barrières légales, par exemple fiscales, et économiques, en particulier en laissant les taux d'intérêt se former uniquement en fonction de la durée et du risque afférents aux titres proposés [...] ;
- les innovations [...] concernent toutes les composantes des marchés : les titres qui y sont émis et cotés [...] ; les méthodes d'émission [...] et de cotation [...] ; les objectifs qui leur sont assignés (couverture de risques divers) [...] ; la nature des principales institutions qui y ont accès.

Source : Économie des marchés financiers, Paul-Jacques LEHMANN, 2014.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Comment la politique de la concurrence intervient-elle pour protéger les consommateurs ?

DOCUMENT 1

L'Autorité de la concurrence a prononcé 9 décisions de sanction en 2017 pour un montant total de plus de 497 millions d'euros. Ce montant est constitué principalement de trois décisions :

- La décision sanctionnant pour entente à hauteur de 302 millions d'euros les trois principaux fabricants de revêtements de sols en PVC* et linoléums.
- La décision sanctionnant [un producteur d'énergie] à hauteur de 100 millions d'euros pour avoir abusé de sa position dominante en s'appuyant notamment sur son fichier historique pour [convaincre] ses clients aux tarifs réglementés du gaz à [opter pour] des offres de marché de gaz et d'électricité.
- La décision sanctionnant [un opérateur de téléphonie] à hauteur de 40 millions d'euros pour ne pas avoir respecté ses engagements relatifs au contrat « *faber* » (déploiement fibre optique).

Source : Rapport de l'Autorité de la concurrence, 2017.

* PVC : matière plastique.

DOCUMENT 2

Les décisions rendues par la Commission européenne en matière de contrôle des concentrations

	Autorisations sans condition	Autorisations avec engagements*	Interdictions
2004	222	16	1
2005	278	18	0
2006	327	19	0
2007	373	22	1
2008	316	24	0
2009	225	16	0
2010	254	16	0
2011	303	6	1
2012	255	15	1
2013	254	13	2
2014	282	17	0

Source : *La politique de la concurrence*, Emmanuel COMBE, 2016.

* Autorisations avec engagements : autorisations sous condition ; les entreprises concernées s'engagent alors à respecter un certain nombre d'obligations comme par exemple la cession de points de vente pour éviter de détenir des parts de marché trop importantes sur certaines zones commerciales.